UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural

Région Provence Alpes Côte d'Azur

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

DEMANDE DE SUBVENTION POUR DES INVESTISSEMENTS DANS LES EXPLOITATIONS DES FILIERES VEGETALES

DISPOSITIF 4.1.2 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

À renvoyer jusqu'au 22/04/2016 (1er appel) ou jusqu'au 30/06/2016 (2ème appel) à l'adresse suivante :
DDTM 13/SAF
16 rue Antoine Zattara
13 332 MARSEILLE cedex 3

Cadre réservé à l'administration

Date de réception :

N° de dossier OSIRIS : RPAC 0401 _ _ DT __ __ __ __ __ __ __ __

INTITULÉ DU PROJET :

1- IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : | | | | | | | | | | | | | | |
(du siège social) attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

code APE de l'entreprise : | | | | | |
☐ entreprise en cours d'immatriculation (le justificatif devra être fourni le plus rapidement possible au Conseil Régional PACA)

N° de PACAGE : | | | | | | | | |

STATUT JURIDIQUE :
Entreprise individuelle, SARL, SA, SCI, SNC, collectivité, groupement de communes, prestataires privés, autres types de sociétés ou de structures…

RAISON SOCIALE du demandeur :

APPELLATION COMMERCIALE du demandeur : *(le cas échéant)*

NOM du représentant légal :

Prénom du représentant :

NOM Prénom du responsable du projet *(si différent)* :

Fonction du responsable du projet :

Date de naissance : |__|__| |__|__| |__|__|__|__|

Civilité : Homme ☐ Femme ☐

COORDONNEES DU DEMANDEUR

Adresse du siège social du demandeur :

Code postal : | | | | | | Ville :

Téléphone : | | | | | | | | | | |

Téléphone portable professionnel : | | | | | | | | | | |

Adresse Mail :

CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

Pour les personnes physiques

1. Etes-vous exploitant : ☐ Agriculteur à titre principal (ATP)
   ☐ Agriculteur à titre secondaire (ATS)
   ☐ Cotisant solidaire
2. Etes-vous installé depuis moins de 5 ans ? ☐ oui
   ☐ non
   ☐ en cours d'installation
3. Bénéficiez-vous de la DJA ? ☐ oui ☐ non

   Si oui : - date de conformité de l'installation (CJA)[2] : ____/____/____

   - ce projet s'inscrit-il dans votre plan d'entreprise du dossier d'installation (DJA) : ☐ oui ☐ non

   Si non : - Etes-vous titulaire de la capacité professionnelle agricole (CPA) ou êtes-vous inscrit dans le cadre d'un processus d'acquisition progressive de la CPA ☐ oui ☐ non

   Si oui, précisez le niveau de diplôme : _____

   - Disposez-vous d'un plan d'entreprise ? ☐ oui ☐ non

   Si oui, les investissements sont-ils prévus dans votre plan d'entreprise ? ☐ oui ☐ non
4. Si vous êtes installés depuis moins de 5 ans sans DJA, date d'installation figurant sur votre attestation MSA : ____/____/____
5. Si vous êtes en cours d'installation :

   - date de dépôt de dossier JA en DDT/M : ____/____/____ ou date de RJA : ____/____/____

   Ou

   - date d'enregistrement CFE : ____/____/____

Pour les personnes morales

Nom et prénom des associés exploitants Ou dénomination sociale	N° SIRET ou N° PACAGE	% de parts dans la société	Date de naissance	Statut	Installé depuis moins de 5 ans	*Bénéficiaire DJA*		*Non bénéficiaire DJA*		*Si installé depuis moins de 5 sans DJA*	*Si en cours d'installation*	*Si CUMA*
						Date CJA	**Projet inscrit dans plan d'entreprise**	**Titulaire CPA ou en cours de processus CPA**	**Plan d'entreprise (PE)**	**Date installation MSA**	**Date de dépôt de dossier JA en DDT/M ou date enregistrement CFE**	**Exploitation en agriculture biologique**
				☐ ATP ☐ ATS ☐ Cotisant solidaire	☐ oui ☐ non ☐ en cours d'installation		☐	☐ oui *Si oui, niveau de diplôme : _____* ☐ non	☐ oui *Si oui, investissements prévus dans PE :* *oui* ☐ *non* ☐ ☐ non			☐
				☐ ATP ☐ ATS ☐ Cotisant solidaire	☐ oui ☐ non ☐ en cours d'installation		☐	☐ oui Si oui, niveau de diplôme : _____ ☐ non	☐ oui Si oui, investissements prévus dans PE : oui ☐ non ☐ ☐ non			☐
				☐ ATP ☐ ATS ☐ Cotisant solidaire	☐ oui ☐ non ☐ en cours d'installation		☐	☐ oui Si oui, niveau de diplôme : _____ ☐ non	☐ oui Si oui, investissements prévus dans PE : oui ☐ non ☐ ☐ non			☐
				☐ ATP ☐ ATS ☐ Cotisant solidaire	☐ oui ☐ non ☐ en cours d'installation		☐	☐ oui Si oui, niveau de diplôme : _____ ☐ non	☐ oui Si oui, investissements prévus dans PE : oui ☐ non ☐ ☐ non			☐
				☐ ATP ☐ ATS ☐ Cotisant solidaire	☐ oui ☐ non ☐ en cours d'installation		☐	☐ oui Si oui, niveau de diplôme : _____ ☐ non	☐ oui Si oui, investissements prévus dans PE : oui ☐ non ☐ ☐ non			☐

Nombre d'associés - exploitants : |__|__|

Présence d'associés non exploitants ? Oui ☐ Non ☐

Si oui, précisez les noms, prénoms et parts dans la société de chaque associé non exploitant :

1. Nom/Prénom : Parts dans la société :

2. Nom/Prénom : Parts dans la société :

3. Nom/Prénom : Parts dans la société :

4. Nom/Prénom : Parts dans la société :

5. Nom/Prénom : Parts dans la société :

COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL VOUS DEMANDEZ QUE L'AIDE SOIT VERSEE

Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de la présente aide et joindre un RIB :

N° IBAN | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | |

| | | | | | | | |

BIC | | | | | | | | | | | |

2- IDENTIFICATION DU PROJET

Libellé du projet :

_____

Descriptif détaillé du projet :

3- CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION

1. Votre exploitation est-elle concernée par les zonages suivants :

Zone vulnérable Nitrate :

- ☐ zones historiques : communes classées avant le 31/12/2012
- ☐ 2012
- ☐ 2015
- ☐ non classé

Aires d'alimentation de captages prioritaires définis dans le SDAGE : ☐ oui ☐ non

2. Situation au regard de la réglementation sur les prélèvements d'eau au titre du code de l'environnement (articles L 214-1 à L 214-6 et L 512-1 à L 512-3) :

Votre exploitation est :

- ☐ déclarée au titre de la réglementation susvisée
- ☐ autorisée au titre de la réglementation susvisée
- ☐ non soumise

3. Situation au regard de la réglementation sur les installations classées pour l'environnement (ICPE) :

Votre exploitation est :

- ☐ déclarée au titre de la réglementation susvisée
- ☐ enregistrée au titre de la réglementation susvisée
- ☐ autorisée au titre de la réglementation susvisée
- ☐ non soumise (RSD)

4. Démarches collectives

- Êtes-vous adhérent à une ou plusieurs Organisation de producteurs ? ☐ oui ☐ non

Si oui, précisez :

Nom de l'OP ou des OP : _____

N° SIRET de l'OP ou des OP : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

- L'exploitation agricole est-elle adhérente à une CUMA ? ☐ oui ☐ non

Si oui, précisez :

Nom de la CUMA : _____

N° de la CUMA : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

- L'exploitation agricole est-elle membre d'un GIEE ? ☐ oui ☐ non

4- AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITÉ

CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX :

Votre projet a-t-il un impact attendu sur :		Si oui, alors : Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : *champ libre ou listes de pièces*
la diminution de la consommation en eau de l'exploitation.	☐ oui ☐ non		
la diminution des apports de fertilisants chimiques.	☐ oui ☐ non		
la diminution de l'usage des produits phytosanitaires, engagement dans le programme ecophyto	☐ oui ☐ non		
la diminution des gaz à effet de serre.	☐ oui ☐ non		
la diminution de la consommation d'énergie.	☐ oui ☐ non		
Certification AB, Certification HVE niveau 2 ou 3, charte Production Fruitière Intégrée	☐ oui ☐ non		
Adhésion à un GIEE	☐ oui ☐ non		
un autre critère environnemental. Lequel :	☐ oui ☐ non		

CRITÈRES ÉCONOMIQUES :

Votre projet a-t-il un impact attendu sur :		Si oui, alors : Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : *champ libre ou listes de pièces*
l'augmentation du ratio EBE/CA.	☐ oui ☐ non		
la diversification de la production = nouvelle production ou transformation et/ou commercialisation	☐ oui ☐ non		
L'augmentation de la valeur ajoutée (ex. nouvelle activité de transformation ou de commercialisation)	☐ oui ☐ non		
l'augmentation du chiffre d'affaires (à minima +10% entre avant et après projet)	☐ oui ☐ non		
l'augmentation de l'EBE (à minima +10% entre avant et après projet)	☐ oui ☐ non		
La baisse des coûts de production	☐ oui		

	☐ non		
un autre critère économique. Lequel :	☐ oui ☐ non		

<u>CRITÈRES SOCIAUX</u> :

Votre projet a-t-il un impact justifiable sur :		Si oui, alors :	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : *champ libre ou listes de pièces*
l'amélioration des conditions de travail (exemple : diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail, astreinte, ergonomie,etc.).	☐ oui ☐ non		
l'émergence d'un projet collectif.	☐ oui ☐ non		
Création d'emploi (en dehors de l'exploitant)	☐ oui ☐ non		
Le développement territorial.	☐ oui ☐ non		
autre cas de figure. Lequel :	☐ oui ☐ non		

5- INDICATEURS TRANSVERSAUX PCAE

1. Votre exploitation comporte-t-elle au moins une personne installée depuis moins de 5 ans ?
☐ oui avec DJA ☐ oui sans DJA ☐ non

2. L'opération s'inscrit-elle dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ?
☐ oui ☐ non

3. L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?
☐ oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement
☐ oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement
☐ non

4. L'exploitation produit-elle sous SIQO (Si oui, indiquer production principale en SIQO)
☐ oui, label rouge
☐ oui, IGP
☐ oui, AOP
☐ oui, autre
☐ non, aucune production sous SIQO

5. L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 ou de niveau 3 (HVE) ?
☐ oui, niveau 2
☐ oui, niveau 3 (certification Haute Valeur Environnementale)
☐ non

6. L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) système ?

☐ oui, en cours de contractualisation
☐ oui, exploitation engagée
☐ non

Si oui, quel est le code de cette MAEC (IT 2015-1070) Code : _____

7. Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. liste filière ci-dessous)
_____

8. Quelle est la taille de votre exploitation agricole ?
- SAU en ha : _____ ha

- Situation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) :
☐ soumise au RSD ☐ soumise déclaration ICPE

☐ soumise enregistrement ICPE ☐ soumise autorisation ICPE

9. Si le projet concerne principalement une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement (Cf. liste filières ci-dessous) ?
_____

10. Votre projet PCAE permet-il de créer des emplois dans votre exploitation agricole ?
☐ oui
☐ non

Si oui, combien d'ETP (Equivalent Temps Plein) ? ☐ 0.5 ☐ 1 ☐ 1.5 ☐ 2 ☐ plus de 2

LISTE DES FILIERES (OTEX)

Libellé	Code
Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées (grandes cultures)	13 (sauf 1320) + 1410 + 1420
Riz	1320
Légumes frais de plein champ	1430
Tabac	1441
Plantes à parfums, aromatique et médicinales	1660
Maraîchage (dont melon et fraise)	28
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)	29
Viticulture d'appellation	37
Autre viticulture	38
Arboriculture	39-1
Oleiculture	39-2
Autres fruits en cultures pérennes	39-3
Polyculture	60
Bovins lait	41
Bovins viande naisseur	42-1
Bovins viande engraisseur	42-2
Veau de boucherie	42-4
Bovins lait et viande	43
Ovin lait	4410-1
Ovin viande	4411-2
Caprin lait	4430-1
Caprin viande	4430-2
Autres herbivores (dont chevaux)	45
Truies reproductrices	5011
Porc engraissement	5012 + 5013
Poules pondeuses	5021
Poulets de chair	50-2
Palmipèdes foie gras	50-3
Autres palmipèdes	50-4
Autres volailles	50-5
Lapins	50-6
Abeilles	8231
Autres animaux	46
Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux)	71
Polyélevage orientation granivore	72
Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	81
Autres associations (hors abeilles)	82 (sauf 8231)
Exploitations non classées	90

6- LISTE DES DEPENSES ET DU BUDGET PREVISIONNEL

5.1 Calendrier prévisionnel des investissements

Date prévisionnelle de début du projet : / / (jour, mois, année)

Date prévisionnelle de fin de projet : / / (jour, mois, année)

5.2 Prévisionnel des dépenses

Dépenses sur devis

Détails des dépenses sur devis

N°	Description du type de dépenses correspondant à une demande de devis	Code Poste*	Dénomination du fournisseur (nom de la structure émettrice du devis)**	N° devis	Auto-construction (oui/non)	Montant HT *(€)
01						
02						
03						
04						
05						
06						
07						
08						
09						
					Sous-Total dépenses sur devis =	

**se reporter a la liste des postes ci dessous. Les dépenses immatérielles liées à la maîtrise d'œuvre et aux études préalables sont à globaliser. Leur montant total est éligible dans la limite de 10% du montant total HT des dépenses éligibles. Les études ne sont éligibles que si elles sont liées aux investissements matériels*

***Veuillez-vous référer à la notice (Rubrique 1.3) pour toutes les précisions relatives aux règles de gestion des dépenses prévisionnelles matérielles et/ou immatérielles, y compris via une procédure d'appel d'offres.*

LISTE DES POSTES	
Phytosanitaire (PHY)	
	Alternative à l'utilisation des phyto- contribution Ecophyto PHY_ALT_E1_PACA
	Alternative à l'utilisation des phyto- autres PHY_ALT_AUT_PACA
	Optimisation de l'utilisation des phyto- contribution Ecophyto PHY_OPT_E1_PACA
	Optimisation de l'utilisation des phyto- autres PHY_OPT_AUT_PACA
	Aire lavage remplissage PHY_LAVA_PACA
	Traitement des effluents phytos PHY_TRAI_PACA
Fertilité sols (SOL)	
	Optimisation de la fertilisation minérale SOL_MINE_PACA
	Optimisation de la fertilisation organique SOL_ORGA_PACA
Économie d'eau (EAU)	Économie d'eau production végétale EAU_PACA
Autres investissements en production végétale (PV)	
	Autres investissements végétaux PV_AUTR_PACA
Immatériel (IMM)	
	DEXEL IMM_DEXEL_PACA
	Autres IMM_PACA

Prévisionnel des dépenses d'auto-construction (main d'œuvre)

N°	Description du type de dépenses *	Coût unitaire (SMIC horaire)	Temps de travail sur l'opération	Unité à associer à la quantité saisie dans la colonne précédente (heure)	Montant HT (€)
01					
02					
03					
04					
05					
06					
07					
08					
09					
			Sous-Total dépenses d'auto-construction =		

**Veuillez-vous référer à la notice (Rubrique 1.3) pour toutes les précisions relatives aux règles de gestion des dépenses prévisionnelles d'auto-construction*

5.3 : Montant total du projet

Montant total du projet = ……, …… €

7- SOURCES DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

ATTENTION : les dépenses déclarées dans le cadre de la présente demande d'aide européenne ne peuvent être présentées au titre d'un autre fonds ou programme européen.

6.1 : Sources de financement prévisionnel

Montant du projet

Considérant que le montant total ne contient que des dépenses éligibles, vous restez en dessous des plafonds inscrits dans l'appel à projet :

☐ Oui ☐ Non

Si oui, reporter le Montant Total Eligible HT, si non, afficher le Montant à retenir comme assiette pour votre projet ……., ……. €

Taux d'aide publique

Fixer le Taux d'Aide Publique que vous escomptez : …… , ……%.

Montant de l'aide publique

Afficher le montant total de l'aide publique souhaité (taux d'aide x montant total éligible) : …… , ……€

Financements apportés par le bénéficiaire

Montant de financement à apporter par le demandeur (montant total éligible – montant de l'aide publique) : …… , ……€

Dont autofinancement	= ……. , ……€
Dont emprunt bancaire	= ……. , ……€

Cet emprunt fait-il l'objet d'un taux préférentiel (a) ☐ Oui ☐ Non

Si oui, intitulé de l'emprunt : …….

(α) Si le prêt correspondant bénéficie d'un taux d'emprunt préférentiel la différence avec le taux du marché est considérée comme une subvention publique et sera calculée au moment du paiement.

8 - ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

☐ **Je demande (nous demandons)** à bénéficier des subventions prévues au titre du PDR PACA 2014-2020, selon les modalités inscrites dans l'Appel à Projets en vigueur à la date de dépôt du présent formulaire dûment rempli

☐ **J'atteste (nous attestons) sur l'honneur** :

- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privées que celles présentées dans le présent dossier.
- Ne pas avoir sollicité d'autres crédits communautaires pour financer les dépenses de cette opération.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques (ex : redressement, liquidation…).
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et ses pièces jointes
- Que l'opération n'a pas débuté au moment du dépôt de ma première demande de subvention auprès du GUSI. On entend par début d'opération : devis ou bon de commande contresigné, marché sur appel d'offre notifié, affectation de personnel, engagement de frais réels
- Avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- Etre à jour de mes (nos) cotisations sociales et fiscales
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée au motif que le projet n'obtient pas la note minimale de sélection ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.
- Etre propriétaire des terrains sur lesquels les travaux sont projetés ou, le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural.
- Avoir pris connaissance que les délais d'exécution du projet devront être compatibles avec la remise d'une dernière demande de paiement auprès du GUSI au 30 mars 2021

L'inexactitude de ces déclarations peut être assimilée à une fausse déclaration et être susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

☐ **Je m'engage (nous nous engageons)**, pour permettre l'instruction au stade de la demande ainsi que à toutes les étapes ultérieures en cas d'attribution de l'aide, à :

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile par le GUSI pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.
- Informer le GUSI du début d'exécution de l'opération
- à maintenir son activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural pendant une période minimale de 5 ans à compter de la date du dernier paiement,
- Informer le GUSI de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, ou du projet (ex : période d'exécution, localisation, engagements financiers…)
- Ne pas apporter de modifications importantes affectant la nature, les objectifs ou les conditions de mise en œuvre du projet, ou délocaliser l'activité productive cofinancée le cas échéant en-dehors de la zone couverte par le Programme
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (locaux, nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés au chapitre VII sans en informer préalablement le GUSI.
- Transmettre au GUSI la déclaration de début de travaux.
- Dûment justifier les dépenses pour paiement de l'aide
- Tenir une comptabilité séparée, ou utiliser un code comptable adéquat pour tracer les mouvements comptables du projet
- Respecter les obligations en matière de publicité
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes, et communiquer toutes pièces et informations en lien avec le projet
- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour renseigner le plan d'indicateurs du Plan Développement Rural Régional permettre le suivi et l'évaluation du programme.
- Maintenir en bon état de fonctionnement et pour un usage identique les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- Conserver pendant une période de 10 ans à compter du dépôt de la présente demande de subvention tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses de personnel (le cas échéant), comptabilité, etc….
- Respecter les conditions relatives aux normes minimales requises dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement durant une période de de 5 ans à compter de la date du dernier paiement.
- N'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales dans le domaine de l'environnement.

☐ **Je suis informé(e) (nous sommes informés)** qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

☐ **Je suis informé(e) (nous sommes informés)** que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide

Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

9 – LISTE DES PIECES A JOINDRE

Pour tous les porteurs de projet	Pièce jointe	Déjà fournie	Sans objet
❑ Exemplaire original de la demande et ses annexes, daté, complété et signé	⑧	⑧	
❑ RIB comportant IBAN/BIC	⑧	⑧	
❑ Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements y compris les devis portant sur les investissements immatériels.	⑧	⑧	
❑ Attestation d'affiliation à la MSA ou à GAMEX précisant le statut d'exploitant agricole et la régularité du règlement des cotisations sociales	⑧	⑧	
❑ Pour les projets de construction et les travaux soumis à autorisation : l'arrêté de permis de construire ou de déclaration de travaux (ou récépissé de la demande effectuée auprès de la mairie, si ces documents ne sont pas disponibles au moment du dépôt de la demande de subvention*), le plan de situation, le plan cadastral, le plan de masse des travaux.	⑧	⑧	⑧
❑ Pour les projets rénovation : l'arrêté de permis de construire ou de déclaration de travaux le cas échéant (ou récépissé de la demande effectuée auprès de la mairie, si ces documents ne sont pas disponibles au moment du dépôt de la demande de subvention*), le plan de situation, le plan cadastral, le plan de masse avant et après travaux.			
❑ Si l'exploitation est classée ICPE : Récépissé de déclaration, d'enregistrement ou de demande d'autorisation en préfecture	⑧	⑧	⑧
❑ Attestation des services fiscaux confirmant que l'exploitant (et chaque associé) est à jour de ses cotisations fiscales.	⑧	⑧	⑧
❑ Documents comptables du dernier exercice clôturé	⑧	⑧	⑧

* *L'arrêté de permis de construire ou de déclaration de travaux devra dans ce cas être transmis dès l'obtention ou, au plus tard, à l'appui de la première demande de paiement*

Pièces complémentaires, le cas échéant			
❑ Copie de la carte d'identité si l'exploitation ne possède pas de n° de PACAGE.	⑧	⑧	⑧
❑ Autorisation du propriétaire si le porteur de projet n'est pas propriétaire des terrains et/ou bâtiments	⑧	⑧	⑧
❑ RJA recevabilité jeune agriculteur / CJA conformité jeune agriculteur (à fournir au plus tard au moment de l'engagement juridique de l'aide) / attestation MSA comportant la date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation (pour les NI).	⑧	⑧	⑧
❑ K-bis à jour pour les formes sociétaires	⑧	⑧	⑧
❑ Exemplaire des statuts pour les sociétés autres que GAEC	⑧	⑧	⑧
❑ Exemplaire des statuts à jour pour les associations, les fondations et les GIEE	⑧	⑧	⑧
❑ Récépissé de déclaration d'association en préfecture pour les associations, les fondations et les GIEE	⑧	⑧	⑧
❑ Pour les associations et les établissements publics : Délibération du conseil d'administration décidant de l'opération et donnant pouvoir à une personne habilitée engageant la structure	⑧	⑧	⑧
❑ Statuts et liste des membres du bureau et du conseil d'administration pour les associations, les fondations et les GIEE	⑧	⑧	⑧
❑ Dernier avis d'imposition pour les pluri-actifs	⑧	⑧	⑧
❑ Liste des membres de la CUMA	⑧	⑧	⑧
❑ Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et engager la CUMA	⑧	⑧	⑧
❑ Copie de la licence ou du certificat en vigueur ou l'engagement du producteur de produire sous mode AB si l'exploitation est engagée en mode de production biologique ou en conversion, précisant la liste des produits concernés	⑧	⑧	⑧

Pièces relatives à la performance et durabilité de l'exploitation (fournir au moins un des documents suivants)

❑ Plan d'Entreprise ou équivalent.	⑧	⑧	⑧
❑ Justificatif d'une démarche environnementale	⑧	⑧	⑧
❑ Justificatif d'un signe officiel de qualité ou d'une certification : attestation du Signe officiel de qualité (AOP, IGP, etc)	⑧	⑧	⑧
❑ Diagnostic de durabilité	⑧	⑧	⑧
❑ Autres, préciser :	⑧	⑧	⑧

Pièces relatives au cahier des charges technique de l'Appel à Projet

❑ Pour les filets anti-insectes : plan de localisation des parcelles concernées.	⑧	⑧	⑧
❑ Déclarations relatives au respect de la réglementation (ICPE, Code de l'Environnement)	⑧	⑧	⑧
❑ Documents déclaratifs contribuant aux critères de sélection « catégories 2 et 3 »	⑧	⑧	⑧

Pièces complémentaires pour les aires de lavage

❑ Plan de localisation en couleur 1/25000	⑧	⑧	⑧
❑ Diagnostic du dimensionnement du système de traitement pour les effluents phytosanitaires pour les investissements dans les aires de lavage	⑧	⑧	⑧
❑ Plan de masse avec dimensionnement et indication des distances par rapport aux cours d'eau, aux points d'eau, aux zones de captage et forage, aux habitations et voies de circulation	⑧	⑧	⑧
❑ Autorisation du propriétaire si le porteur de projet n'est pas propriétaire des terrains et/ou bâtiments	⑧	⑧	⑧

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

☐ j'autorise ☐ je n'autorise pas (1)

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

(1) Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple : vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

10 – SIGNATURE(S)

Fait à ..... le : |__|__| |__|__| |__|__|__|__|

Nom, prénom et signature(s) du demandeur pour un exploitant personne physique, du représentant légal de la personne morale ou, pour un GAEC, de chaque associé.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au service instructeur.